



doc.VEILLE
Bulletin de veille webographique

Juillet/Aout, 2011

Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.

Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.

Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.



Villes du futur, futur des villes : Quel avenir pour les villes du monde ?

Sénat français, 2011

Source : www.senat.fr/rap/r10-594-3/r10-594-3_mono.html

Tags: Société | Villes | Aménagement territorial |

Ce document traite de la prospective territoriale et recense les défis majeurs auxquels seraient confrontées les villes de demain. Face au rythme accéléré de l'urbanisation, des solutions durables devraient être envisagées pour réguler le fonctionnement des villes et leur expansion.

Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale, soit trois milliards de personnes, est concentrée en milieu urbain. A l'horizon 2050, les mégapoles et les nappes urbaines, à elles seules, pourraient héberger plus de cinq milliards d'habitants. Cette accélération de l'urbanisation ne manquerait pas d'engendrer de nouveaux défis socio-économiques, écologiques, urbanistiques et sécuritaires.

Parmi ces défis, il y a lieu de citer notamment l'explosion démographique, le réchauffement climatique, la pollution, les catastrophes industrielles, les phénomènes de ghettoïsation et la ségrégation sociale.

Pour faire face aux défis humains, organisationnels et environnementaux qui entravent le futur des villes, le rapport a mis l'accent sur la nécessité d'instaurer de nouvelles formes de gouvernance et de citoyenneté, adaptées à la maîtrise du phénomène urbain.

La promotion de nouvelles formes de solidarités sociales au sein des espaces urbains et la lutte contre l'extension

Si les tendances actuelles se poursuivaient, il y aurait en 2025, 40 « villes » de 10 à 40 millions d'habitants dans le monde, dont 35 dans les pays du sud et les pays émergents.

démessurée des villes ont fait aussi partie de l'éventail des solutions suggérées. Un modèle de villes denses et peu

étendues devrait être privilégié pour limiter les trajets et préserver les terrains agricoles, ce qui, in fine, permettrait de réaliser un bilan carbonique soutenable.

Tenant compte de ce qui précède, la ville de demain devrait être pensée globalement, en prenant en compte l'ensemble de ses territoires, de ses populations et de ses activités. A cet effet, le rapport recommande fortement la création d'une agence des Nations Unies, dédiée exclusivement à la résolution des problèmes urbains.



La voiture de demain : carburants et électricité

Centre d'Analyse Stratégique & Conseil général de l'Industrie, de l'Énergie et des Technologies, 2011

Source : www.cgiet.org/documents/2011_06_16_voiture_de_demain.pdf

Tags: Techniques | Automobiles | Mobilité Electrique | Énergies électriques |

Dans un contexte marqué par l'accentuation des tensions sur l'offre et la demande mondiale des ressources pétrolières ainsi que par les défis liés au changement climatique, la voiture électrique pourrait constituer une solution d'avenir.

Le présent rapport a analysé en profondeur les perspectives de développement technologique du secteur automobile, en mettant l'accent sur les possibilités de transition du «tout thermique» aux énergies alternatives. L'abandon du moteur thermique, qui est fortement consommateur de pétrole au profit du moteur électrique, serait opportun pour réduire les émissions de CO₂.

Néanmoins, l'usage de véhicules électriques est loin d'être accessible, étant donné leur coût relativement élevé, comparativement aux véhicules à « moteur thermique », sans oublier aussi les contraintes en termes d'autonomie

« i.e. la contrainte de recharges fréquentes ».

Aujourd'hui, les batteries fiables, techniquement peu coûteuses et ayant une longue durée d'utilisation, ne sont pas disponibles en quantités suffisantes sur le marché.

La planète est loin de se passer des véhicules thermiques.

Si la voiture électrique ne se prête pas encore au concept de marché de masse, il n'en demeure pas moins que son utilisation pourrait être amorcée à travers des marchés spécialisés : « *flottes d'entreprises, véhicules de transport en commun ou services postiers* »...

En conclusion, le rapport souligne que les perspectives du marché de la voiture électrique demeuraient tributaires de l'action des gouvernements en termes de durcissement de la réglementation des émissions de CO₂, sans oublier le nécessaire renforcement de l'effort de recherche publique dans le domaine des batteries électriques.



Les impacts environnementaux de la communication par voie électronique

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (Ademe), 2011

Source : <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=78008&ref=24691&p1=B>

Tags: TIC | Communication électronique | Environnement | CO2

L'essor des technologies de l'information et de la communication (TIC) et son corollaire, le développement accéléré de la dématérialisation, posent la question des impacts environnementaux de la communication électronique.

L'Agence française de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) a élaboré un rapport qui analyse le cycle de vie de différents moyens de communication : courrier électronique, requête sur internet et clé USB.

Le rapport évalue l'impact des usages majeurs de l'informatique en termes d'émission carbone, de changement climatique et d'épuisement potentiel des métaux liés, notamment, au mix énergétique utilisé.

Selon l'ADEME, les TIC ont contribué, en 2005, à 2% des émissions européennes de gaz à effet de serre. Selon le scénario tendanciel, "Business as usual", ce chiffre est appelé à augmenter pour doubler d'ici 2020. L'ADEME estime que déjà en 2013, plus de 500 milliards de mails seraient échangés dans le monde. 80% de l'impact des TIC sont dus principalement

à la fabrication des ordinateurs et à la consommation énergétique relative à l'envoi, à la lecture et au stockage des données.

Un courrier électronique envoyé génère un équivalent de 20 grammes de CO2 et 5 grammes de pétrole et de fer.

La communication électronique dans une entreprise de 100 employés dont chacun enverrait en moyenne 33 mails par jour s'élève à 14 tonnes de gaz carbonique par an. Concernant les requêtes sur le web, elles engendrent, chacune, environ 10 grammes de CO2, 5,5 grammes de fer et 2,7 grammes de pétrole.

Pour réduire les émissions et la consommation de métaux et d'énergies fossiles engendrées par l'usage des TIC, l'ADEME recommande l'accélération et la généralisation des « bonnes pratiques » en la matière. A titre d'exemple, la diminution de 10% du taux d'impression des mails reçus par les employés d'une entreprise de 100 personnes permettrait un gain de 5 tonnes équivalent CO2 par an, soit l'équivalent d'environ cinq allers/retours Paris-New York.

Les TIC contribueraient à hauteur de 4% aux émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020.



Asia 2050: Realizing the Asian Century Banque Asiatique de Développement, 2011

Source : <http://www.adb.org/documents/reports/asia-2050/asia-2050.pdf>

Tags: Economie | Asie | Croissance | Corruption |

Le présent rapport examine les scénarios économiques de la région asiatique, en tenant compte à la fois des progrès enregistrés par les pays de cette région et des transformations structurelles à l'œuvre à l'échelle mondiale.

Au regard de son rythme actuel de croissance, le continent asiatique pourrait certainement devenir le principal moteur de l'économie mondiale à l'horizon 2050. Ce scénario a été récemment confirmé (FMI, janvier 2011) par le dernier classement des puissances économiques dans lequel la Chine et le Japon sont respectivement la deuxième et la troisième puissance économique mondiale.

A son rythme actuel de développement, l'Asie pourrait devenir le centre de l'économie mondiale à l'horizon 2050.

Selon la Banque Asiatique de Développement, si les tendances actuelles se poursuivaient, le continent asiatique compterait pour plus de la moitié à la fois du produit intérieur brut mondial, du commerce international et des investissements directs étrangers dans le monde à l'horizon 2050.

A cet horizon, le PIB par habitant en Asie s'établirait à plus de 38.000 dollars, soit le niveau actuel affiché par certains pays européens. Ainsi, l'Asie retrouverait la position économique dominante sur l'échiquier mondial qu'elle détenait trois siècles auparavant. Cette dynamique serait l'œuvre de sept pays qui abritent plus de trois milliards d'habitants : la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Corée du Sud, la Thaïlande et la Malaisie.

Ces perspectives prometteuses ne devraient pas faire perdre de vue les difficultés structurelles auxquelles sont confrontés certains pays asiatiques dont, notamment, la persistance de la pauvreté, particulièrement dans les campagnes, l'accentuation des inégalités sociales et la prolifération de la corruption, alimentée par le déficit de gouvernance dans certains pays asiatiques. Ces difficultés ne seraient pas sans conséquence sur la crédibilité des institutions publiques et la stabilité politique d'ensemble.

Pour mieux faire à ces défis, le rapport suggère de centrer les politiques publiques des pays asiatiques sur des priorités structurelles dont, en particulier, le développement du capital humain, la préservation de la stabilité sociale et le renforcement de la gouvernance des institutions. Une attention particulière devrait être accordée également aux équilibres environnementaux pour atténuer les effets négatifs découlant de l'exploitation excessive des ressources naturelles et énergétiques.

Enfin, pour favoriser une croissance durable, juste et équilibrée, à la mesure de son poids économique, l'Asie devrait adopter une politique commune, capable de protéger et de préserver les intérêts commerciaux et financiers de l'ensemble des pays asiatiques.



Banking in 2050: How big will the emerging markets get?

PricewaterhouseCooper's, 2011

Source : http://www.pwc.com/en_GX/gx/banking-capital-markets/pdf/banking2050.pdf

Tags: Economie | Secteur bancaire | Pays émergents |

Selon cette étude élaborée par le Cabinet international « PWC », la taille des marchés bancaires des sept grands pays émergents (E7), regroupant la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie, le Mexique, l'Indonésie et la Turquie dépasserait, à l'horizon 2036, celle du « G7 » comprenant les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume Uni, la France, l'Italie et le Canada. La raison derrière cette évolution est bien entendu la crise financière internationale qui a entraîné un basculement plus rapide que prévu de la richesse mondiale, au profit des pays émergents.

Le Cabinet « PWC » estime que les banques

des pays émergents ont été relativement moins affectées par les impacts de la crise financière internationale, notamment en matière de dépréciation de leurs actifs. Qui plus est, les actifs financiers détenus par ces banques pourraient même quadrupler d'ici 2050.

Dans cette nouvelle configuration qui se dessine, la Chine dépasserait les États-Unis pour devenir la première puissance bancaire mondiale dès 2023, 20 ans plus tôt que ce qui était prévu

avant la crise. Le fait que la Chine soit le premier créancier des États-Unis conforte la réalisation de ce scénario.

De plus, l'activité bancaire et boursière chinoise est en pleine expansion et tire son dynamisme des perspectives offertes par l'essor de son marché intérieur, marqué par des besoins croissants en produits bancaires et financiers d'une large part de sa population.

En ce qui concerne l'Inde, les politiques publiques en matière de renforcement du capital humain, de mise à niveau des infrastructures, d'amélioration du cadre

macroéconomique et d'ouverture économique et financière sur l'extérieur garantiraient, à long terme, un potentiel de croissance, susceptible d'en faire la troisième puissance bancaire mondiale à l'horizon 2035, dépassant ainsi le Japon.

Dans le même sillage, le Brésil connaîtrait une croissance soutenue qui lui permettrait de devancer l'Allemagne et le Royaume Uni à l'horizon 2045 tandis que le Mexique dépasserait l'Italie à l'horizon 2048.

La taille des marchés bancaires de l' « E7 » dépasserait, dix ans plus tôt que prévu, celle du « G7 » à l'horizon 2036.



Multiple ocean stresses threaten “globally significant” marine extinction

Oxford University, 2011

Source : http://www.stateoftheocean.org/pdfs/1906_IPSO LONG.pdf

Tags: Pollution | GES | Océan | Biodiversité |

Ce rapport, rédigé par 27 experts parmi les plus grands spécialistes de la biodiversité marine, dresse un tableau très inquiétant sur la vie marine, sous l'effet du réchauffement global des eaux et de l'acidification des océans qui souffrent

La vitesse de dégradation des mers est bien plus rapide que ce qui avait été prévu

également d'un grand appauvrissement en oxygène (hypoxie). Le rapport considère que plusieurs indicateurs annoncent le début d'une phase d'extinction massive de la vie dans les milieux marins.

A ce titre, le rapport souligne que les niveaux de carbone absorbé par les océans sont déjà bien plus élevés à l'heure actuelle qu'à l'époque des précédentes extinctions de masse d'espèces marines. En effet, il y a environ un demi-milliard d'années, près de 50% de certains groupes d'animaux d'eau profonde furent exterminés.

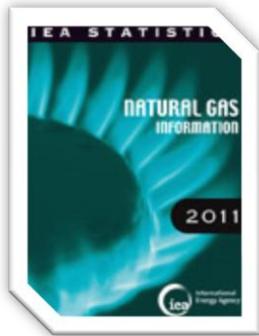
Le déséquilibre naturel constaté dans les milieux marins est largement attribuable à l'accélération de la fonte des glaces polaires ainsi qu'à l'élévation du niveau des mers. A cela s'ajoutent l'apparition d'espèces invasives et la disparition massive de poissons à longue durée de vie (le thon), ce qui contribue au bouleversement de l'équilibre des chaînes alimentaires et à la destruction des écosystèmes.

Au-delà des évolutions naturelles ayant conduit à cette situation, les conséquences désastreuses des activités humaines ont leur part de responsabilité et ne font qu'aggraver la situation : surpêche, destruction des habitats, pollution chimique, micro-déchets en

plastique... Ces agissements pourraient, à terme, entraîner la destruction pure et simple de la vie marine.

En conclusion, le rapport fait état d'un certain nombre de recommandations qui seraient susceptibles de minimiser les conséquences d'un tel phénomène. Parmi ces recommandations, il y a lieu de citer :

- ✓ l'adoption d'un système de gouvernance de la haute mer qui représente la majeure partie des océans de la planète ;
- ✓ la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- ✓ la lutte contre la surpêche et la protection des habitats marins menacés.



World Energy Outlook : Special Report: Are We Entering a Golden Age of Gas? AIE, 2011

Source : www.iea.org/weo/docs/weo2011/WEO2011_GoldenAgeofGasReport.pdf

Tags: Gaz | Energie |

Selon ce rapport publié par l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), le gaz naturel contribuerait à satisfaire plus de 25% de la demande énergétique mondiale en 2035, contre 21% actuellement. Si cette tendance se concrétisait, le gaz naturel dépasserait la part du charbon dans le « bouquet énergétique » mondial.

Dans ce scénario, le gaz naturel deviendrait la deuxième filière énergétique au niveau mondial, avec un rythme de croissance annuel moyen de 2%. La forte croissance de la demande du gaz proviendrait à hauteur de 80% des pays non membres de l'OCDE dont 33% de la Chine à elle seule.

Afin de répondre à ces besoins énergétiques croissants, la production mondiale annuelle du gaz naturel devrait augmenter de 1.800 milliards de mètres cubes, soit trois fois la production actuelle de la Russie. Cette production devrait atteindre 5.100 milliards de mètres cubes à l'horizon 2035.

Selon les experts de l'AIE, le gaz naturel, ressource relativement

abondante, constituerait une option énergétique appropriée pour réduire les émissions de CO₂ et contribuer, ainsi, à limiter l'augmentation de la température de la planète à 2 °C, à l'horizon 2100.

Un scénario privilégiant la consommation du gaz naturel aurait également l'avantage de contribuer à la sécurité énergétique d'un grand nombre de pays.

Toutefois, l'âge d'or du gaz naturel ne deviendrait une réalité que si l'exploitation du gaz de schiste était rendue possible sans externalités négatives sur l'environnement. Cela nécessiterait de déployer des progrès importants en matière de techniques de forage afin d'utiliser moins d'eau et de produits chimiques.

En conclusion, malgré les perspectives prometteuses offertes par la filière du gaz naturel, l'AIE n'écarte pas ses craintes quant à la crédibilité des engagements pris par les gouvernements en matière de reconversion en faveur des énergies moins polluantes dont notamment le gaz naturel.

Le gaz pourrait représenter plus d'un quart de la demande mondiale en énergie en 2035

INDEX DES TAGS

A

Aménagement territorial.....	3
Asie.....	6

B

Biodiversité.....	8
-------------------	---

C

CO2.....	5
Communication électronique.....	5
Corruption.....	6
Croissance.....	6

E

Economie.....	6, 7
Energie.....	9
Environnement.....	5

G

Gaz.....	9
GES.....	8

M

Mobilité Electrique.....	4
--------------------------	---

O

Océan.....	8
------------	---

P

Pays émergents.....	7
Pollution.....	8

S

Secteur bancaire.....	7
Société.....	3, 6, 7, 8

T

TIC.....	5
----------	---

V

Villes.....	3
-------------	---